

NOTE DE TRANSMISSION

du Secrétariat

à la Convention

Objet : **Réactions au projet d'articles du texte révisé de la Partie I (Volume I)**
- Analyse

Les membres de la Convention trouveront en annexe des fiches d'analyse des propositions d'amendements aux articles du Volume I (CONV 724/1/03 REV1).

FICHE D'ANALYSE DES PROPOSITIONS D'AMENDEMENTS**Préambule**

(Ne sont reprises ici que les suggestions qui se trouvent dans plus d'un seul amendement).

Certains membres préconisent une correction ("majorité" au lieu de "peuple tout entier", am.6 Dini) ou une extension (am.3 Cisneros) de la traduction de la citation de Thucydide. D'autres demandent sa suppression (am.7 Duhamel + 2).

A la fin du premier paragraphe, certains voudraient ajouter la dignité humaine (am.7 Duhamel + 2, am.3 Cisneros, am.4 Fini).

Dans le deuxième paragraphe du Préambule, plusieurs amendements suggèrent de faire une référence explicite à l'héritage spirituel chrétien ou judeo-chrétien, voire une référence à Dieu (am.1 Muscardini, am.3 Cisneros, am.4 Fini, am. 8 Wuermeling + 2, am.9 Giannakou, am.10 Brok au nom du groupe PPE, am.12 Teufel); parfois, on propose au même temps de rajouter la Renaissance. D'autres, au contraire, proposent des formules plus courtes pour ce paragraphe, en se référant par exemple à l'héritage culturel de l'Europe depuis l'Antiquité au Siècle des Lumières (am.5 Demiralp) ou simplement aux héritages culturels et spirituels (am.7 Duhamel + 2). L'amendement 11 Duff conserverait la référence aux héritages culturels, religieux et humanistes, mais supprimerait les éléments de la phrase entre "nourris d'abord..." et "...Lumières".

TITRE I : DEFINITION ET OBJECTIFS DE L'UNION

Article I-1: L'établissement de l'Union

Quant au paragraphe 1, certains amendements demandent de remplacer le terme "citoyens" par celui de "peuples" (am.2 Lopes), ou d'ajouter ce dernier terme (am.1 Balazs) . En outre, il est suggéré de commencer la deuxième phrase par "conformément à la présente Constitution" (am.2 Hain), ou soit de biffer la mention de la fonction de coordination de l'Union (am.4 Wuermeling) soit de prévoir que certains politiques des Etats membres sont coordonnés, sans mentionner l'Union comme sujet (am.9 Teufel). Certains voudraient reformuler la phrase en évitant le terme "mode communautaire" (am.5 Kohout) ou revenir à la formule "mode fédéral" (am.8 de Duff + 3).

Quant au paragraphe 2, am. 1 Balasz demande de retourner à la formule antérieure du Praesidium (exigeant que les valeurs soient également partagées par les peuples). Am.6 Kaufmann propose la suppression du paragraphe, en estimant que l'article I-57 § 1 suffit.

En outre, l'insertion d'un nouveau paragraphe se référant à "l'acquis communautaire" comme fondement de l'Union est demandé par am.3 Lopes. Un autre paragraphe prévoyant la prise des décisions aussi ouvertement et de manière aussi proche possible DES citoyens est revendiqué par am.7 Hjelm-Wallen + 5.

Articles I-2: Les valeurs de l'Union

Une série d'amendements demandent de placer l'égalité parmi l'énumération dans la première phrase (am.1 Dybkjaer, am.4 Kaufmann, am.8 Hjelm-Wallén + 3, am.10 Duff + 4, am.11 Michel + 4, am. Fischer 9: égalité, y compris entre les femmes et les hommes). D'autres proposent de mentionner le respect des droits des minorités dans cette phrase (am.3 Balazs + 10, am.7 Bonde). Un amendement propose de dire "droits fondamentaux" au lieu de "droits de l'homme" (am.6 Berès + Duhamel).

Article I-3: Les objectifs de l'Union

Quant au paragraphe 1, sa suppression est demandé par am.5 Hain. Am.16 Kohout suggère de remplacer "peuples" par "citoyens", comme dans l'article 1.

Quant au paragraphes 2 et 3, *ne sont reproduites ci-après que celles des suggestions faisant l'objet de plus d'un seul amendement.*

Ainsi, une série de Conventionnels demandent de transférer la référence à l'environnement dans la première phrase du paragraphe 3 afin de la rapprocher à la notion du développement durable (am.4 de Vries, am.6 Farnleitner, am.8 Hain, am.12 Palacio, am.19 Barnier + Vitorino, am.20 Hjelm-Wallén + 2, am.21 Fischer). Plusieurs revendiquent la réintroduction du concept d'un haut niveau de compétitivité (am.1 Cushnahan + 9, am.1 de Vries, am.12 de Palacio, am.17 Hololei, am.18 Brok + 21, am.23 Michel + 5, am.24 Teufel, am.27 Villepin), et / ou de l'union économique et monétaire (am.6 Farnleitner, am.18 Brok + 21, am.24 Teufel). Certains amendements exigent une mention des services d'intérêt général (am.2 Cravinho, am.7 Gabaglio, am.19 Barnier + Vitorino, am.23 Michel + 5, am.27 Villepin) ou encore de la protection des consommateurs (am.6 Farnleitner, am.9 Kaufmann). Certains amendements demandent une mention de la protection de la santé (am.4 de Vries, am.9 Kaufmann) ou de la lutte contre la pauvreté à l'intérieur de l'Union (am.3 de Rossa, am.23 Michel + 5, am.27 Villepin).

Certains rejettent l'insertion du concept de la cohésion *territoriale* (am.8 Hain, am.13 Wuermeling, am.21 Fischer); d'autres voudraient encore ajouter la coopération transfrontalière (am.14 Chabert et autres, am.24 Teufel). Enfin, certains voudraient expliciter tous les cas de discrimination visés à l'article III-5 (ex-Article 13 TCE) (am.5 Dybkjaer, am.9 Kaufmann, am.22 Rupel + Lenarcic).

Quant au paragraphe 4 certains proposent d'insérer une référence à la préservation de l'indépendance et la sécurité de l'Union (am.27 Villepin).

Article I-4 : Libertés fondamentales et non-discrimination

La limitation du deuxième paragraphe à la seule discrimination entre les citoyens de l'Union est demandé par am. 1 Hain. La suppression de ce deuxième paragraphe (car faisant double emploi avec la Charte) est demandé par am. 3 Kohout. D'autres demandent au contraire d'y ajouter la prohibition des discriminations mentionnées dans l'article III-5 (ex-article 13 TCE) (am.4 Borrell + 2).

Article I-5: Relations entre l'Union et les Etats membres

Au premier paragraphe, l'am.1 Hain propose de dire "sécurité nationale" au lieu de "sécurité intérieure".

M. Lopes (am.2) propose d'insérer un nouveau paragraphe prévoyant que l'Union est fondée sur l'égalité entre ses Etats membres.

M. Kohout (am.3) propose de consacrer dans cet article, et non dans l'article 10, la primauté du droit de l'Union.

Un **nouvel article 6 bis**, sur le drapeau, la monnaie, l'hymne et le jour férié de l'Union, est proposé par Brok + 22.

TITRE II: LES DROITS FONDAMENTAUX ET LA CITOYENNETÉ DE L'UNION

Article I-7: Les droits fondamentaux

Quant au premier paragraphe, certains demandent que la Charte soit insérée sous forme d'un protocole, plutôt que comme deuxième partie de la Constitution (am.2 de Vries, am.3 Hain, am.6 Kalniete, am.7 Hjelm-Wallen + 2). Selon un conventionnel, il conviendrait de préciser que les dispositions de la Charte en tant que deuxième partie constituent du droit directement applicable (am.5 Kaufmann). Un amendement suggère que les institutions, organes et agences doivent respecter les droits de la Charte sur la base des Articles 51 et seq. de celle-ci et "dans l'esprit" des Explications à celle-ci (am.4 Fini).

Quant au deuxième paragraphe, tandis que certains préfèrent d'affaiblir la formule concernant la CEDH, en proposant "peut s'employer à ..." (am.3 Hain), ou "peut" (am.9 Villepin) d'autres souhaitent au contraire qu'elle soit renforcée (am.1 Demiralp). D'autres amendements voudraient mentionner explicitement la possibilité pour l'Union d'adhérer à d'autres conventions en matière de droits de l'Homme (am.5 Kaufmann, am.8 Duff + 5). Certains proposent d'ajouter "à cette fin, est annexée à l'acte final une déclaration fixant les conditions de cette adhésion" (am.9 Villepin).

Article I-8: La citoyenneté de l'Union

- La suppression de la liste figurant au deuxième paragraphe est demandée par les am.2 Kohout et am.3 Kaufmann.
- Les am. 1 Borrell + 2 et am.3 Kaufmann proposent d'accorder l'accès à la citoyenneté européenne aux ressortissants de pays tiers résidant à longue durée dans l'Union .

TITRE III : LES COMPETENCES DE L'UNION

Article I-9 : Principes fondamentaux

Paragraphe 2.

- Paragraphe 2 :supprimer référence au fait que les compétences sont attribuées par les États membres : am.3 Brok + 20 autres, am. 5 Duff + 4 autres

Paragraphe 3.

- Supprimer dans le paragraphe 3 sur le principe de subsidiarité, la référence au niveau régional et local :am.1 Lopes et Lobo Antunes
- Paragraphe 3 alinéa 2, 2ème phrase : ajouter référence au Comité des régions dans le contrôle du respect du principe de subsidiarité. Ajouter un paragraphe relatif au respect par l'Union européenne de la distribution interne des compétences dans les États membres : am.4 Chabert + 5 autres.

Paragraphe 4.

- Dans le paragraphe 4 établir que dans une série de domaines (environnement, protection des consommateurs, etc.) les normes de l'Union sont toujours minimales et que les États membres peuvent adopter dans ces domaines des dispositions pour le développement soutenu. Ajouter limitation dans l'application des clauses de non discrimination et d'égalité : am.2 Bonde

Article I-10 : Le droit de l'Union

Paragraphe 1.

- Reformulation du principe de primauté : am.1 Hain
- Paragraphe 1 : Ajouter référence à l'attribution de compétences par les États membres : am.2 Hjelm-Wallén + 2

- Remplacer le paragraphe 1 par « le droit de l'Union a la primauté sur le droit des États membres » : am. 3 O'Sullivan et Ponzano

Paragraphe 2.

- Suppression du paragraphe 2 (double emploi avec l'article I-5 §2) : am.1 Hain

Article I-11 : Catégories de compétences

Paragraphe 1.

- Placer le paragraphe 1 après le paragraphe 2 : am.4 Duff + 3

Paragraphe 2.

- Supprimer les termes « ou a décidé de cesser de l'exercer » : am.2 Lopes et Lobo Antunes
- Ajouter une référence au pouvoir de légiférer des régions conformément aux dispositions constitutionnelles : am.3 Chabert + 5
- Remplacer la dernière phrase par une phrase prévoyant que lorsque l'Union a exercé sa compétence dans un domaine, les États membres ne peuvent exercer la leur que dans le respect des limites de la Constitution : am.7 Villepin

Paragraphe 3 et 4

- Supprimer paragraphes 3 et 4 (il ne s'agirait pas de compétences, mais de politiques déjà décrites dans les articles I-14 et I-15) : am.1 Hain
- Remplacer le paragraphe 3 par coordination des politiques économiques des États membres au sein de l'Union : am.5 Fischer

Article I-12 : Les compétences exclusives

Paragraphe 1.

- Supprimer la référence à la conservation des ressources biologiques de la mer : am.1 MacCormick
- Supprimer les règles de concurrence : am. 3 Kaufmann, am.5 Fischer
- Ajouter dans le paragraphe 1 politique agricole et de la pêche : am.4 Azevedo + 3
- Ajouter après la politique commerciale commune une référence au tarif douanier commun : am.3 Kaufmann
- Exclure de la politique commerciale commune les accords dans les domaines du commerce des services culturels et audiovisuels, des services d'éducation, des services sociaux et de santé humaine ainsi que dans le domaine de l'investissement : am.11 Villepin

Paragraphe 2.

- Reformulation du paragraphe 2 : ajouter référence à l'article 32 (3) de la partie III et énumérer dans des tirets indépendants les trois cas de compétence exclusive énumérés dans ce paragraphe : am.2 Hain
- Reformuler le paragraphe 2 : la compétence exclusive existe dans les domaines qui relèvent des compétences internes ou lorsque la conclusion d'un accord est prévue dans un acte législatif de l'Union : am.6 Lamassoure
- Reformuler le paragraphe 2 : remplacer acte législatif par acte juridique obligatoire ; remplacer nécessaire pour permettre à l'Union d'exercer la compétence au niveau interne par nécessaire pour réaliser l'un des objectifs de l'Union (am.7 O'Sullivan et Ponzano)
- Reformulation rédactionnelle et précision du paragraphe 2 : am.9 Tiilikainen + 5
- Remplacer « affecté » par « porte atteinte » : am.5 Fischer
- Prévoir unanimité et mixité pour la conclusion des accords dans les domaines services, éducation, culture, audiovisuel etc. : am.8 Teufel

Article I-13 : Les domaines de compétence partagée

Paragraphe 2.

- Ajouter l'égalité de genre : am.2 Dybkjaer
- Se référer à la santé publique en général : Pieters, Giannakou. Limiter aux menaces à la santé publique de nature transfrontalière (am.8 Brok +18)
- Supprimer :
 - énergie : am.4 de Vries
 - réseaux transfrontaliers : am.5 Hain
 - espace de liberté, sécurité et justice : am.4 de Vries et de Bruijn, am.12 Fischer
 - cohésion économique et social : am.12 Fischer
 - la référence à l'espace : am.14 Hjelm-Wallén +2 +
- Supprimer référence à la partie III pour la politique sociale : am.3 Pieters, am.5 Hain, am.6 Kaufmann, am. 11 Duff + 4
- Ajouter :
 - dans l'environnement une référence à la protection des animaux : am.7 Maij-Weggen
 - coopération transfrontalière : am.9 Chabert + 5 +
 - référence aux aspects fiscaux du marché intérieur : am.10 Costa + 2
 - dans l'agriculture et la pêche une référence à la protection des animaux : am.1 Giannakou
 - lutte contre la drogue : am.1 Giannakou
 - prévention et lutte contre la fraude: am.1 Giannakou
 - dans la santé publique référence au niveau de l'Union : am.15 Tiilikainen + 5
 - référence à l'énergie nucléaire : am.17 Teufel

Paragraphe 3 et 4

- Supprimer paragraphe sur la recherche. Le développement technologique et l'espace (les placer à l'article 16) : am.15 Tiilikainen + 5
- Supprimer paragraphe sur la coopération au développement et l'aide humanitaire (le placer à l'article 16) : am.15 Tiilikainen + 5

Article I-14 : La coordination des politiques économiques et de l'emploi

Paragraphe 1.

- Nouvelle rédaction du paragraphe 1 se référant à la coordination des politiques économiques des Etats membres au sein de l'Union et à l'adoption par celle-ci d'orientations: am.1 Hain, am.11 Wuermeling, am.6 Fischer, am.9 Teufel, am.13 Villepin

Paragraphe 2.

- Supprimer paragraphe 2: am.1 Hain

Paragraphe 3 et 4

- Ajouter dans les paragraphes 1, 3 et 4 référence à la coordination des politiques économiques par les États membres ensemble avec l'Union: am.2 de Vries, de Bruijn
- Supprimer référence à l'emploi : am.8 Lennmaker, am.1 Hain
- Ajouter référence dans le titre de l'article à la coordination des politiques sociales. Dans le paragraphe 4 remplacer « peut adopter » par « adopte » : am.3 Farnleitner
- Supprimer référence aux politiques sociales : am.8 Lennmaker, am.7 Hjelm-Wallén + 2
- Paragraphe 3 et 4 : remplacer « assurer » par « appuyer » : am.5 Duff + 3
- Paragraphe 4 : Ajouter référence aux politiques économiques et de l'emploi : am.12 Borrell + 2

Général

1. Supprimer article : am.10 Tiilikainen + 5

Article I-15 : La politique étrangère et de sécurité commune

Paragraphe 2

- Supprimer référence à la coopération loyale (référence dans l'article I-5 devrait suffire) : am.1 Hain

Article I-16 : Les domaines d'action d'appui, de coordination ou de complément

- Ajouter article 16 bis sur la méthode ouverte de coordination : am.1 Rossa

Paragraphe 2

- Ajouter dans le paragraphe 2 :
 - le tourisme : am.2 Cisneros, am.5 Lopes, Lobo Antunes, am.12 Borrell + 2, Palacio, am.6 Giannakou
 - cohésion territoriale : am.3 de Vries, de Bruijn
 - les réseaux transeuropéens, sauf pour favoriser l'interconnection et l'interopérabilité des réseaux nationaux ainsi que l'accès à ces sources : am.4 Hain
 - coordination des politiques économiques sociales et de l'emploi : am.9 Tiilikainen + 5
 - coopération au développement : am.9 Tiilikainen + 5
 - recherche, développement technologique et espace : am.9 Tiilikainen + 5
 - inclusion sociale : am.1 De Rossa
 - l'emploi : am.10 Teufel
- Supprimer dans le paragraphe 2 :
 - la santé humaine : am.7 Michel + 4

Paragraphe 3

- Prévoir la possibilité d'exception dans la partie III à l'interdiction générale d'harmonisation : am.11 Villepin

Article I-17 : Clause de flexibilité

Paragraphe 1.

- Supprimer la référence au cadre des politiques de la Partie III : am.1 de Vries, de Bruijn, am.2 Farnleitner
- Ajouter consultation du Comité des régions et du Comité Économique et social : am.2 Farnleitner
- Remplacer l'unanimité par la majorité qualifiée (am.4 Lopes, Lobo Antunes) ou par la majorité des trois quarts des Etats membres représentant trois quarts de la population de l'Union : (am.8 Michel + 4) ou par majorité qualifiée renforcée (am.11 Azevedo + 3)
- Ajouter nouvel alinéa excluant l'application de l'article I-17 au domaine de la PESC : am.3 Hain

Paragraphe 2

- Ajouter dans le paragraphe 2 référence au Comité des régions : am.7 Chabert + 5

Paragraphe 3.

- Ajouter un paragraphe sur la caducité des actes adoptés sur la base de cette disposition après trois ans (am.5 Wuermeling) ou cinq ans (am.9 Teufel).
- Ajouter une référence à la possibilité d'abrogation des dispositions obsolètes adoptées sur la base de cette disposition.
- Supprimer le paragraphe 3. : am.10 Villepin

TITRE V : L'EXERCICE DES COMPETENCES DE L'UNION

Chapitre I : Dispositions Communes

Article I-32: Les actes juridiques de l'Union

En ce qui concerne **l'énumération des actes** à l'article I-32, certains amendements proposent de rajouter d'autres types d'actes. C'est le cas des amendements 2 Kohout et 3 Farnleitner (directive), de l'amendement 1 Kaufmann (acte organique) et de l'amendement 4 Hain (Décision PESC). Un amendement (am.5 Barnier e.a.) souhaite introduire le principe d'une programmation interinstitutionnel. Un autre voudrait supprimer la limitation pour adopter des actes atypiques (am.6 Lopes et Lobo Antunes).

Article I-33: Les actes législatifs

Les **actes législatifs** visés à l'article I-33, font l'objet d'amendements qui ont pour but de supprimer la particularité de la procédure législative ordinaire en matière de espace de liberté (am.7 Michel e.a.), de prévoir des procédures particulières en matière de PESC (am.8 Hain), d'établir un devoir d'information de la part de la Commission sur ses initiatives (am.9 Kaufmann) et supprimer les exceptions à la procédure législative ordinaire (am.10 Borrell e.a.).

Article I-34 : Les actes non législatifs

Article I-35: Les règlements délégués

Deux amendements aux articles I-34 et I-35 (am.11 et am.17 Duff e.a.) voudraient que **les actes délégués** aient un rang législatif. La définition de ces actes fait l'objet d'amendements contradictoires, certains voudraient que l'acte délégué se limite à compléter l'acte législatif (am.12 Wuermeling, 13 Teufel et 14 Hjelm-Wallén et Petersson) tandis que d'autres voudraient qu'il ne puisse que l'amender (am.15 Lopes et Lobo Antunes et am.31 Villepin). L'amendement 31 Villepin supprime la réserve de loi pour les éléments essentiels d'un domaine.

Un amendement (am.18 De Vries et de Bruijn) propose d'établir un mécanisme de consultation et contrôle national. L'amendement 20 Hain poursuit un but similaire. Les mécanismes de contrôle font l'objet des amendements 13 Teufel qui propose d'ajouter une "sunset clause", 16 Fischer qui propose qu'une loi puisse au préalable établir d'autres modalités particulières, 21 Kaufmann qui précise la portée de la clause de révocation (et établit une obligation d'information de la part de la Commission), 31 Villepin qui propose l'application de la procédure législative ordinaire pour activer la clause de révocation, 19 Tiilikainen e.a. et 31 Villepin qui exigent l'accord du Parlement et du Conseil pour activer la clause de révocation et 20 Hain qui par contre exige cet accord pour exprimer une objection qui empêche l'entrée en vigueur.

Article I-36: Les actes d'exécution

En ce qui concerne les **actes d'exécution** visés à l'article I-36, ils font l'objet d'amendements qui précisent les cas où ils peuvent être adoptés par le Conseil (am.24 Barnier e.a. et am.25 Fischer) ou qui excluent une telle possibilité (am.22 Kaufmann). L'amendement 26 Hain voudrait une base juridique visant les mécanismes de contrôle dans la partie III de la Constitution, des particularités doivent être prévues en matière de PESC et ancien troisième pilier. L'amendement 27 Duff e.a. estime que ce ne sont pas les États membres qui contrôlent les actes d'exécution. Un amendement propose de changer la procédure d'adoption de la loi qui établit les modalités de contrôle: unanimité au Conseil et consultation du Parlement (am.28 Hjelm-Wallén et Petersson).

Article I-37: Principes communs aux actes juridiques de l'Union

L'amendement 29 (am.Duff e.a.) introduit à l'article I-37 une obligation d'information de la part des États concernant la transposition de la législation communautaire et l'amendement 30 Hjelm-Wallén et Petersson propose d'ajouter, à ce même article, un principe de bonne rédaction des actes de l'Union.

Chapitre II : Dispositions particulières

Article I-39: Dispositions particulières à la mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité commune

Procédure de prise de décision

- La règle générale devrait être le vote à la majorité qualifiée, l'unanimité serait réservée pour des cas spécifiques (par exemple pour les décisions ayant des implications militaires ou de défense, ou quand le Conseil statue sur proposition d'un État membre, ou quand les intérêts vitaux d'un État membre sont en jeu) (am.4 Farnleitner, am.5 Lennmarker, am.2 Kaufmann, am.8 Dini, am.10 Tiilikainen+5) (le paragraphe 8 serait supprimé en conséquence).
- Prévoir dans la Partie III (art. III-196) que le vote à la majorité qualifiée s'applique également aux propositions conjointes du ministre des Affaires étrangères et de la Commission (telles que définies à l'art. III-189), ainsi qu'aux propositions du ministre seul (am.6 Fischer)

Droit d'initiative

- Le droit d'initiative PESC devrait être attribué également à la Commission, agissant en tant que telle ou conjointement avec le ministre des Affaires étrangères (am.4 Farnleitner)
- Supprimer "*ou du ministre avec le soutien de la Commission*" (le ministre étant membre de la Commission) (am.11 Villepin)

Instruments

- Supprimer la phrase "*Les lois et lois cadres sont exclues*" (par. 7), car définition des instruments déjà couverte par les dispositions de l'article III-190 sur les instruments (am.3 Lopes + 1), ou pour prévoir la possibilité d'adoption de lois et lois cadre dans la PESC (am.4 Farnleitner)
- Proposition d'ajouter "PESC" avant "décisions" pour distinguer l'acte juridique du terme plus générique (am.1 Hain)
- Le Conseil européen ne devrait pas adopter des décisions européennes en matière PESC, car il n'est pas une institution législative (am.4 Farnleitner)

Consultation entre États membres

- Demande de supprimer la phrase (par. 5) "*Avant d'entreprendre toute action sur la scène internationale ou tout engagement qui pourraient affecter les intérêts de l'Union, chaque État membre consulte les autres au sein du Conseil ou du Conseil européen*" (am.1/Hain)

Rôle du Parlement européen / Parlements nationaux

- Définition des "choix fondamentaux PESC" avec approbation du PE (am.2/Kaufmann)
- Inclure au par. 6 référence aux Parlements nationaux (am.9/Azevedo+3)

Service diplomatique de l'Union

- Inclure dans la Partie III (art. III-192) qu'un Service diplomatique de l'Union, composé de fonctionnaires des institutions et fonctionnaires détachés des EM, assiste le ministre des Affaires étrangères de l'Union (am.6/Fischer)

Autres thèmes

- Ajouter une disposition stipulant que la mise en œuvre de la PESC n'affecte pas les compétences de l'Union dans d'autres domaines (am.4/Farnleitner)
- Inclure dans le par. 4 une référence aux "principes et objectifs de l'action extérieure de l'Union, tels qu'énumérés dans la Constitution" pour rendre explicite que la PESC est exécutée en respectant ces principes et objectifs (am.1/Hain)
- Amendements rédactionnels (am.6/Fischer, am.7/Duff + 3)

Article I-40: Dispositions particulières à la mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commune

En général :

- Ajouter un nouveau paragraphe prévoyant une défense mutuelle entre États membres, ainsi que, pour sa mise en œuvre, l'établissement des forces armées de l'Union. (am.6 Muscardini)

Paragraphe 1

- Supprimer la dernière phrase « L'exécution de ces tâches repose sur les capacités fournies par les États membres » (am.5 Lopes + 1)
- Supprimer la notion du renforcement de la sécurité internationale et la remplacer par le respect du droit international en particulier la protection des principes de la Charte des Nations Unies (am.4 Kaufmann)
- Supprimer « en dehors de l'Union » (am.15 Villepin)

Paragraphe 2

- Souhait de retourner au langage de l'article 17 § 1 TUE, à savoir : remplacer "conduira" par "pourrait conduire" (am.9 Kohout, am.11 Hjelm-Wallen et autres) et "dès lors que le Conseil européen, statuant à l'unanimité, aura décidé" par "si le Conseil européen, statuant à l'unanimité, en décide ainsi" (am.11 Hjelm-Wallen et autres).
- Remplacer "certains États membres" par "des États membres" dans le deuxième alinéa. (am. 9 Kohout)

Paragraphe 3

- Ajouter une référence à la possibilité du recours aux moyens et capacités de l'OTAN (accord Berlin +) (am.3 Hain)
- Remplacer la notion d'amélioration des capacités par celle de leur développement en ajoutant les capacités civiles (am.11 Hjelm-Wallen et autres)
- Remplacer la première phrase du deuxième alinéa relative à l'engagement des États membres à améliorer leurs capacités par une nouvelle phrase spécifiant que les États membres développent leurs capacités en vue de contribuer à la mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commune. (am.14 Tiilikainen et autres)

Agence

- Supprimer parmi les missions de l'Agence celles relatives à :
 - la promotion des mesures pour satisfaire les besoins opérationnels ;
 - la participation à la définition d'une politique européenne des capacités militaires. (am.5 Lopes + 1)
- Supprimer la référence à l'Agence, car l'Agence devrait être instituée dans la Partie II de la Constitution et remplacer par le soutien du développement des capacités militaires à travers une coopération entre les États membres dans le domaine de l'armement. (am. 11 Hjelm-Wallen et autres).
- Modifier le nom de l'Agence en rajoutant la notion du développement des capacités et en supprimant « militaires » après capacités (am. 3 Hain, am. 12 Fischer, am. 15 Villepin)
- Supprimer les différentes missions de l'Agence et remplacer par « pour soutenir ces efforts y compris en promouvant la coopération et en contribuant au développement des politiques sur tous les sujets qui y sont liés » et ajouter que l'Agence est institué au sein du Conseil/sous le Conseil au (am. 3 Hain, am. 12 Fischer, am. 15 Villepin)

Paragraphe 4

- Mettre l'initiative d'un État membre au début de la liste des auteurs de la proposition et ajouter à cette liste la proposition de la Commission, ainsi que celle conjointe du Ministre des affaires étrangères et de la Commission (am.7 Farnleitner)
- Ajouter une phrase spécifiant que l'engagement des forces nationales et multinationales en vue des opérations relèvera d'une décision des États membres ou des États membres concernés (am.3 Hain)
- Supprimer la possibilité d'une proposition conjointe du Ministre des affaires étrangères et de la Commission en ce qui concerne le recours aux moyens nationaux, ainsi qu'aux instruments de l'Union. Seul le Ministre des Affaires Étrangères peut faire une telle proposition. (am.15 Villepin)

Paragraphe 5

- Supprimer le paragraphe (am.7 Farnleitner)

Paragraphe 6

- Supprimer la notion d'élevées relatives aux capacités (am. 5 Lopes + 1) ou supprimer toute référence aux critères (am.9 Kohout)
- Supprimer le paragraphe, car considéré comme remettant en question le caractère inclusif et flexible de la PESD (am.3 Hain, am.11 Hjelm-Wallen et autres, am.10 Kalniete, am.8 Hololei)
- Préférence de supprimer le paragraphe, mais si la décision était prise de développer une telle coopération, elle devrait être régie par les dispositions sur la coopération renforcée (am.14 Tiilikainen et autres)
- Ajouter une phrase au début du paragraphe « Par le développement de sa politique de sécurité et de défense commune, l'Union a comme objectif la création d'une Union européenne de sécurité et de défense. Dans cette perspective ... » (am.15 Villepin)

Paragraphe 7

- Remplacer la phrase relative à une étroite coopération avec l'OTAN par une phrase spécifiant que les dispositions du paragraphe n'affectent pas, pour ceux qui sont concernés, les droits et obligations résultant du traité de l'Atlantique Nord. (am.15 Villepin)
- Supprimer le paragraphe, la proposition de coopération plus étroite en matière de défense mutuelle étant considérée comme divisant les États membres et dupliquant des engagements pris par certains États membres dans d'autres cadres. (am.5 Lopes + 1, am.3 Hain, am.1 de Vries + 1, am.2 Demiralp, am.11 Hjelm-Wallen et autres, am.10 Kalniete)
- Préférence de supprimer le paragraphe, cependant les dispositions actuelles des Traités en ce qui concerne le seuil de participation, l'ouverture et la procédure de prise de décisions devraient constituer le standard minimum. (am.14 Tiilikainen et autres)

Paragraphe 8

- Ajouter la nécessité de l'approbation par le Parlement européen des choix fondamentaux de la politique de sécurité et de défense commune, ainsi que des décisions portant sur les missions visées au paragraphe 1 (am.4 Kaufmann)
- Ajouter l'information et la consultation également des parlements nationaux dans le cadre de la Conférence interparlementaire. (am.13 Azevedo + 1)

Article I-41: Dispositions particulières à la mise en œuvre de l'espace de liberté, de sécurité et de justice

L'article 41 a fait l'objet de 2 amendements: M. Kohout demande la suppression du paragraphe 2 faisant référence aux parlements nationaux. M.Chabert et autres demandent d'y ajouter une référence aux parlements régionaux et à la législation régionale.

Am. 2 Villepin propose un nouveau paragraphe mettant en exergue le rôle du Conseil JAI en la matière. En outre, il suggère une formation légèrement différente, plus proche aux formules utilisées dans la partie III, sur le contrôle exercé par les parlements nationaux à l'égard d'Eurojust.

Article I-42 : Clause de solidarité

- Supprimer toute référence au terrorisme dans la portée de la clause et ne garder que les références aux catastrophes naturelles ou d'origine humaine avec explication que les conséquences exactes d'une telle clause ne sont pas claires notamment en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme.(am.1 de Vries + 1)
- Supprimer les points a) et b). Supprimer le recours aux moyens militaires. (am.2 Kaufmann)
- Nouvel intitulé: la clause de sécurité et de solidarité (am.4 Villepin)
- Nouvelle rédaction de l'article: Face aux menaces qui pèsent sur leur sécurité commune, l'Union et ses États membres agissent conjointement dans un esprit de solidarité si un État membre est l'objet d'une attaque terroriste ou de tout autre désastre. À cette fin, l'Union et ses États membres font usage de toutes les ressources disponibles, y compris les capacités civiles et militaires dans le cadre de l'article 30, de façon à assurer aide et assistance à la demande de l'État membre concerné. Ils expriment ainsi le principe d'indivisibilité de la sécurité des États membres de l'Union. (am.4 Villepin)

Chapitre III : Les coopérations renforcées

Article I-43 Les coopérations renforcées

D'une manière générale, l'article 43 (ex art. 32 ter) est bien accueilli, mis à part l'amendement d'un conventionnel qui suggère de supprimer toutes les dispositions sur la coopération renforcée (am.3, Duff + Gricius, Ruppel, McLennan of Rogart, Lichtenberger). Un autre amendement suggère de reprendre telle quelle la formulation de l'article 43 du TUE (am.10, Lopes + Nazare Pereira, Lobo Autunes). Pour le reste, les propositions d'amendements concernent pour l'essentiel la condition du dernier ressort, le seuil minimal de participation, et la majorité qualifiée au sein de la coopération renforcée.¹ En outre, de nombreux amendements ont été déposés concernant les articles de la troisième partie (art. III - 318 à III - 325, ex articles I à O).

Seuil minimal d'un tiers d'États membre :

Certains amendements traduisent la volonté d'une plus grande flexibilité à l'égard de cette condition:

- Huit États membres, avec possibilité pour la Commission de faire une proposition d'y déroger, dans le cadre de la procédure d'autorisation (am.2 et 21, de Villepin), et trois États membres dans le domaine de la défense (v. am. 1 sur l'article I, nouvel art. III-318)
- Cinq États membres (am.4 et 18 Fischer)
- Un quart des États membres, pour les coopérations renforcées relatives à la mise en œuvre de l'espace de liberté, de sécurité et de justice (am.9 Haenel)
- Supprimer la condition du dernier ressort, en laissant le soin aux acteurs de la procédure d'autorisation de fixer la masse critique suffisante en fonction des domaines envisagés (am.5 Michel + di Rupo, Van Lancker, Chevalier, Nagy)

D'autres amendement, en revanche, suggèrent de remonter le seuil minimal à la moitié des États membres, comme le prévoyait le traité d'Amsterdam : (am.1 et 11 Balazs; am.6 Queiro; am.17 Kohout; am.14 Kiljunen; am.12 Kalniete)

¹ . Il existe également d'autres amendements de nature horizontale, concernant par exemple la dénomination du ministre des affaires étrangères (v. amendements de Queiro, proposant "représentant européen pour les affaires extérieures", ou encore de Roche proposant "le ministre des affaires étrangères de l'Union"

Condition du dernier ressort :

Plusieurs amendements suggèrent de supprimer la condition du dernier ressort (am.2 de Villepin, am.4 et 18 Fischer), ou du moins de la formuler de façon plus générale, notamment sans constat préalable du Conseil (am.5 Michel + 4). Un amendement, au contraire, suggère de reprendre la formule du traité de Nice (am.16 Frendo)

Majorité qualifiée au sein de la coopération renforcée :

Plusieurs amendements rappellent que la formulation du vote à la majorité qualifiée au sein d'une coopération renforcée dépend de l'accord final sur ce sujet (am.6 Queiro, am.7 Roche; am.10 Lopes + 2). En particulier, un amendement rappelle le principe selon lequel le seuil de la majorité des États membres est plus élevé lorsqu'on ne statue pas sur base d'une proposition de la Commission (am.5 et 20 Michel + 4).

D'autres proposent de donner la faculté aux États membres participants de recourir au vote à la majorité qualifiée même dans les cas où la Constitution prévoit un vote à l'unanimité, soit suite à une décision dans ce sens à l'unanimité des États membres participants (am.5 et 20 Michel + 4), soit lorsque la Commission le prévoit dans sa proposition (am.21 de Villepin).

Autres amendements :

Paragraphe 1 :

- Ne pas exclure les compétences exclusives du champ d'application des coopérations renforcées (am.8 Beres, Duhamel, Fayot)

Paragraphe 2 :

- Prévoir l'avis conforme du Parlement européen dans la procédure d'autorisation, y compris dans le cadre de la PESC (am.13 Kaufmann, am.19 Duff + 2)

Paragraphe 3 :

- Préciser "tous les *représentants* des États membres..." (am.13 Kaufmann)

Paragraphe 4 :

Préciser que les actes ne sont directement applicables que dans les États participants (am.5, Michel + 4).

Ajouter "de l'Union", après "acquis", au paragraphe 4 (am.4 et 18, Fischer)

Supprimer la seconde phrase du paragraphe 4 (am.6, Queiro, am.13, Kaufman)

Prévoir un recours spécifique devant la Cour de justice par les non participants à l'égard de la décision d'autorisation initiale (am.17, Kohout)

TITRE VI : LA VIE DÉMOCRATIQUE DE L'UNION

Article I-44 : Principe de l'égalité démocratique

- Refléter la double égalité des citoyens et des États membres et supprimer la deuxième phrase sur l'égalité d'attention de la part des institutions de l'Union (am.2 Rupel et Lenarčič, 3Tiilikainen + 5), ou supprimer la deuxième phrase (am.4 Duff + 4).
- Supprimer (am. 1 Kaufmann).

Article I-45 : Principe de la démocratie représentative

- Paragraphe 2: ajouter une référence à la représentation des communautés régionales et locales par le Comité des régions (am.3 Chabert + 5).
- Paragraphe 3: ajouter une référence aux pétitions et référendums européens et supprimer la deuxième phrase (am.1 Kaufmann).
- Paragraphe 4: reformuler de manière à mentionner une base juridique pour les partis politiques européens (am.1 Kaufmann) ou à reproduire le texte de l'actuel article 191 TCE (am.2 Lopes et Lobo Antunes).

Article I-46: Principe de la démocratie participative

- Paragraphe 1: se référer à la société civile organisée (am.5 Hololei).
- Paragraphe 2: préciser que le dialogue devrait être structuré (am.1 De Rossa, 3 Kaufmann, 5 Hololei), et ajouter une référence au respect de l'autonomie des associations/de la société civile (am.1 De Rossa), ou des régions (am.2 Hain), ou de la société civile organisée (am.3 Kaufmann), et ajouter que le dialogue devrait intervenir à chaque stade du processus de décision (am.5 Hololei). Supprimer la mention des "associations représentatives" (am.3 Kaufmann).
- Ajouter un nouveau paragraphe 3 sur les consultations avec les entités régionales et locales (am.4 Palacio).

Article I-47: Les partenaires sociaux et le dialogue social autonome

- Mentionner le rôle des partenaires sociaux dans tous les domaines qui les concernent et la facilitation du dialogue social, notamment par la corégulation et la conclusion d'accords (am.1 Gabaglio). Ajouter une référence au sommet social tripartite pour la croissance et l'emploi (am.2 Katiforis).

Article I-48 : Le médiateur européen

Pas d'amendements.

Article I-49 : Transparence des travaux des institutions de l'Union

- Paragraphe 1: Dans le texte anglais, mentionner le principe d'ouverture ("principle of openness") et la définition des exceptions dans une loi européenne (am.2 Lennmarker). Remplacer le terme "société civile" par "citoyens" (am.3 Lopes et Lobo Antunes), supprimer "possible" (am.4 Bonde).
- Paragraphe 2: remplacer "lorsqu'il délibère sur et adopte une" par "lors de la présentation et du vote d'une" (am.3 Lopes et Lobo Antunes). Ajouter des références spécifiques à l'accès aux documents pour les membres du Parlement européen (am.5 Bonde). Remplacer "délibère sur et adopte" par "statue sur" (am.8 Villepin).
- Paragraphe 3: Supprimer(am.1 Kaufmann). Remplacer "la forme dans laquelle ils sont produits" par "leur support" (am.8 de Villepin).
- Paragraphe 4: ajouter une référence aux organes et agences (am.1 Kaufmann), ou préciser que le droit européen devrait également définir la structure et le contenu du Journal officiel de l'Union européenne (am.7 Duff + 5).
- Ajouter un (des) paragraphe(s) sur le droit à liberté d'expression pour les membres, fonctionnaires et autres agents des institutions et les membres des comités (ams.2 Lennmarker, 6 Hjelm-Wallén + 3), ou sur l'accès du public aux documents et la publicité des réunions (am.5 Bonde).

Article I-50: Protection des données à caractère personnel

- Paragraphe 1: supprimer (ams.2 Kaufmann, 3 Duff + 4).
- Paragraphe 2: déplacer à la partie III (am.3 Duff + 4), supprimer la dernière phrase (am.4 Teufel).
- Paragraphes 4 and 5: supprimer (am. 1 Hain).

Article I-51 : Statut des églises et des organisations non confessionnelles

- Ajouter au paragraphe 1 que ces dispositions n'empiètent pas sur des questions liées à la religion et aux convictions dans les États membres (am.4 Bonde).
- Supprimer (am.1 Demiralp, 2 Kaufmann, 3 Lekberg, 5 Duff + 3, 6 Michel + 4).

[Article I-X

Il est à noter que dans la mesure où la proposition concernant un éventuel article X (Congrès des Peuples d'Europe) a été retirée (cf. doc. CONV 770/03), les propositions visant à supprimer cet article ne sont pas reprises dans le présent document (liste des amendements figure en annexe).

Propositions relatives à un nouvel article

- Ajouter un article sur les langues officielles et de travail de l'Union européenne, comportant notamment des dispositions sur les droits des citoyens à cet égard dans leurs contacts avec les institutions, organes et agences (am.I-49/4 Pieters + 2).
- Ajouter un article sur le droit de pétition et de référendum européen, comportant notamment des dispositions sur l'organisation du débat au sein des institutions de l'Union et/ou la présentation de propositions législatives, ainsi que la ratification d'une proposition législative ou d'un traité par voie de référendum populaire (am.1 Lamassoure).

Ajouter un article sur les entités locales et régionales, sur le modèle de l'article I-51 (relatif au statut des églises et des organisations non confessionnelles).

TITRE VII : LES FINANCES DE L'UNION

Article I-52: Les principes budgétaires et financiers

Les **principes budgétaires** visés à l'article I-52 font l'objet des amendements 1 Hain, 2 Farnleitner et 3 Tiilikainen e.a. qui ont pour but de mieux les préciser. L'amendement 1 Hain propose de changer la procédure prévue à l'article III-314.

Article I-53: Les ressources de l'Union

En ce qui concerne les procédures relatives aux **ressources** visées à l'article I-53, plusieurs amendements (am.4 de Vries et de Bruijn, am.5 Teufel et am.6 Hain) proposent une seule procédure concernant l'ensemble des dispositions relatives aux ressources: unanimité au Conseil, ratification nationale et consultation du Parlement. L'amendement 8 Hjelm-Wallén et Petersson, propose la même procédure pour les modalités des ressources visés au paragraphe 4. D'autres amendements souhaitent par contre des procédures moins lourdes que celles proposées à l'article I-53 (am.9 Michel e.a. qui envisage une majorité renforcée au Conseil avec approbation du Parlement et 10 Fini et Speroni. qui prévoit la procédure législative avec ratification nationale). L'amendement 27 Teufel propose que le Conseil statue à l'unanimité pour la fixation des plafonds des dépenses.

Les principes relatifs aux ressources font l'objet des amendements 12 Wuermeling et 13 Farnleitner qui voudraient que le principe de suffisance des moyens soit encadré par la discipline budgétaire, ainsi que de l'amendement 11 Lopes et Lobo Antunes qui concerne l'idée d'équité entre les États membres. L'amendement 14 Bères et Duhamel propose que l'Union ait la capacité d'emprunt.

Article I-54 : Le cadre financier pluriannuel

La procédure d'adoption du **cadre financier** visé à l'article I-54, fait l'objet des amendements 15 Tiilikainen e.a., 17 Balazs et 18 Gottfried qui proposent l'unanimité au Conseil, ainsi que des amendements 16 Lopes et Lobo Antunes, 19 Lennmarker, 20 de Vries et de Bruijn et 21 Hain qui proposent l'unanimité au Conseil avec avis simple du Parlement. L'amendement 22 Hjelm-Wallén e.a. maintien la majorité qualifiée mais remplace l'approbation du Parlement par un avis simple.

Dans le sens opposé, l'amendement 23 Bères et Duhamel propose la procédure législative, tandis que l'amendement 24 Palacio propose de passer à la majorité qualifiée seulement à partir de l'adoption du cadre financier prévu pour la période qui débute en 2007.

Article I-55: Le budget de l'Union

Les amendements 25 Balazs et 26 Gottfried proposent que le Conseil et le Parlement adoptent le **budget annuel** "conjointement" (article I-55).

TITRE VIII : L'UNION ET SON ENVIRONNEMENT PROCHE

Article I-56: L'Union et son environnement proche

Les membres de la Convention ont présenté 5 amendements au projet d'article I-56.

Barnier, Vitorino et autres, et Duff et autres suggèrent de supprimer l'article dans son intégralité.

Barnier, Vitorino et autres proposent de le remplacer par un nouvel article relatif à la représentation externe de l'Union.

L'amendement de Lopes et Lobo Antunes prévoit de transférer le paragraphe 1 vers l'article relatif aux objectifs et aux principes de l'action extérieure de l'UE.

Dans leur amendement, Tiilikainen et autres expriment des doutes quant à l'utilité de cet article. En tout état de cause, ils proposent de supprimer le paragraphe 2 (en faisant valoir que cette disposition est couverte à l'article III-220) et d'apporter une modification mineure au paragraphe 1.

L'amendement de Chabert et autres prévoit d'ajouter au paragraphe 1 de l'article une nouvelle phrase, libellée comme suit:

La coopération transfrontalière et interrégionale peut constituer un élément essentiel de cette politique de bon voisinage.

TITRE IX : L'APPARTENANCE À L'UNION

Article I-57 : Critères d'éligibilité et procédure d'adhésion à l'Union

Paragraphe 1.

- Ajouter dans le paragraphe 1 après États européens "dont les peuples respectent" (Balázs)

Paragraphe 2.

- Remplacer l'unanimité par la majorité qualifiée (am.2 Demilralp)
- Ajouter référence au fait que l'ouverture de négociation d'adhésion donne lieu à la conclusion d'un accord international selon la procédure prévue à l'article 300 de la Partie III (am.3 Lamassoure)
- Ajouter nécessité que le Parlement européen donne son approbation par majorité absolue de ses membres. Ajouter, après les conditions d'admission, les mots "ainsi que les adaptations à la Constitution qui nécessite cette admission" (am.4 Lopes et Lobo Antunes)

Article I-58 : La suspension des droits d'appartenance à l'Union

- Paragraphe 2 : remplacer l'unanimité par la majorité des quatre cinquièmes des États membres : am.2 Michel + 4.
- Paragraphes 2 et 3 : ajouter initiative du Parlement européen : am.1 Kaufmann.

Article I-59: Le retrait volontaire de l'Union

- Supprimer : am.1 de Vries et de Bruijn, am.2 Farnleitner, am.4 Lopes et Lobo Antunes.

Paragraphe 1.

- Limiter le droit de retrait au refus de ratification d'une révision du traité constitutionnel : am.8 Villepin

Paragraphe 2.

- Paragraphe 2 : Ajouter un alinéa en demandant confirmation par l'État membre qui a demandé le retrait, de confirmer sa décision de se retirer, sur la base de l'accord de retrait : am.6 Michel + 4.

Paragraphe 3.

- Conditionner le retrait à l'entrée en vigueur de l'accord de retrait : am.3 Kaufmann, am.5 Brok + 20, am.8 Villepin.
- Ajouter un paragraphe sur la possibilité d'expulsion d'un État membre de l'Union en cas de persistance dans la violation des valeurs de l'article I-2 suite à une décision du Conseil européen conformément à l'article I-58 § 2, ou en cas d'abus du droit de retrait. Décision à l'unanimité du Conseil européen après approbation du Parlement européen. Prise d'effet de l'expulsion à partir de la décision du Conseil européen : am.5 Brok + 20.
- Ajouter un nouvel article relatif au statut de membre associé de l'Union : am.7 Duff + 4.

PROJET DE PROTOCOLE SUR LE RÔLE DES PARLEMENTS NATIONAUX DANS L'UNION EUROPÉENNE

- Ajouter une mention du Comité des régions aux points 2, 3, 5, 6 et 8 (am.1, 2, 3, 4, 5 Chabert+5).
- Point 2: Préciser que la recommandation de la Commission concernant les projets d'orientations des politiques économiques, ainsi que sa proposition concernant les lignes directrices pour l'emploi, seront adressées aux parlements nationaux (am.7 Michel+4).
- Point 7: Ajouter que dans les cas où la Constitution d'un État membre reconnaît des compétences législatives autonomes à des entités fédérées, les dispositions du protocole s'appliquent à tous les parlements des entités fédérées disposant de compétences législatives autonomes (am.6 Pieters). Remplacer par un texte indiquant que les États membres peuvent, eu égard à leur organisation constitutionnelle, indiquer dans une déclaration le parlement qui doit être considéré comme le parlement national au sens du protocole, en ce qui concerne des différents domaines d'action.
- Point 9: Remplacer par un nouveau texte concernant la Conférence interparlementaire, nouvelle appellation pour la COSAC, décrivant son organisation et sa mission (am.8 Azevedo+3).

PROJET DE PROTOCOLE SUR L'APPLICATION DES PRINCIPES DE SUBSIDIARITÉ ET DE PROPORTIONNALITÉ

Globalement peu d'amendements ont été reçus, la nouvelle version du Praesidium bénéficie d'un large soutien de la part de la Convention, soutien confirmé par le faible nombre d'interventions lors de la session plénière des 29 et 30 mai portant sur ledit protocole.

Un amendement demande de ne pas pénaliser les chambres régionales disposant de compétences législatives par rapport aux Parlements nationaux et avance diverses solutions à cette fin (am.1 Pieters). Dans un sens proche un amendement propose de laisser aux États membres la possibilité d'indiquer quelle institution ou Parlement régional disposant de compétence législative doit être considéré au sens de "Parlement national" selon le protocole (am.11 Michel et 4 autres). Un amendement s'oppose au système de répartition des voix pour les parlements bicaméraux (am.6 Wuermeling).

Certains amendements reviennent sur la possibilité pour la Cour de justice de se prononcer sur l'application du principe de subsidiarité considérant que le principe de subsidiarité est un principe exclusivement politique (am.3 Lekberg et Am.9 Hjelm-Wallen et autre). Un autre exige de prévoir que ce droit recours peut également porter sur des violations des principes d'attribution des compétences et de proportionnalité (am.6 Wuermeling).

Un amendement suggère de retirer la possibilité pour le comité des régions de saisir la Cour (am.5 De Vries).

Un amendement revendique ce droit de recours pour tout acte juridique, législatif ou non (am.12 Teufel). Un autre amendement propose de biffer la possibilité d'un recours d'un parlement national (am.13 Tiilikainen + 5).

Un amendement propose de reprendre tout ou partie du protocole actuel sur la subsidiarité afin de faire figurer les principes structurants de ce principe (Am.4 Lopes et autre). Deux amendements proposent d'inclure les lignes directrices matérielles du protocole actuel, permettant de juger si le principe de subsidiarité a été respecté (am.6 Wuermeling, am.12 Teufel).

Les membres de la Convention observateurs du Comité des régions (CdR) ont déposé des amendements, prévoyant que le CdR soit mentionné à l'alinéa 2 (am.7 Chabert et 5 autres). Les mêmes membres proposent que le CdR soit placé sur un pied d'égalité avec les Parlements nationaux et qu'il puisse comme eux intervenir au moyen du mécanisme d'alerte précoce (am.7 Chabert et 5 autres).

Deux amendements font valoir qu'il n'est pas réaliste de demander à la Commission de se prononcer sur l'appréciation de l'impact régional de sa proposition de législation (am 8 Barnier et Vitorino et am.9 O'Sullivan et Ponzano)

LISTE DES AMENDEMENTS

PREAMBULE

1. *Muscardini*
2. *De Rossa*
3. *Cisneros*
4. *Fini + 1*
5. *Demilrap*
6. *Dini*
7. *Duhamel + 2 Conventionnels*
8. *Wuermeling + 2 Conventionnels*
9. *Giannakou*
10. *Brok*
11. *Duff*
12. *Teufel*

Article I-1

1. *Balàzs*
2. *Hain*
3. *Lopes*
4. *Wuermeling*
5. *Kohout*
6. *Kaufmann*
7. *Hjelm-Wallén + 5 Conventionnels*
8. *Duff + 3 Conventionnels*
9. *Teufel*

Article I-2

1. *Dybkjaer*
2. *Lopes + 1 Conventionnel*
3. *Balázs + 10 Conventionnels*
4. *Kaukmann*
5. *Rupel*
6. *Berès + 1 Conventionnel*
7. *Bonde*
8. *Hjelm-Wallén + 2 Conventionnels*
9. *Fischer*
10. *Duff + 4 Conventionnels*
11. *Michel + 4 Conventionnels*

Article I-3

1. *Cushnahan + 9 Conventionnels*
2. *Cravinho*
3. *De Rossa*
4. *De Vries + 1 Conventionnel*
5. *Dybkjaer*
6. *Farnleitner*
7. *Gabaglio*
8. *Hain*
9. *Kaufmann*
10. *Lopes + 1 Conventionnel*
11. *Lopes + 1 Conventionnel*
12. *Palacio*
13. *Wuermeling*
14. *Chabert + 5 Conventionnels*
15. *Berès + 1 Conventionnel*
16. *Kohout*

Article I-4

1. *Hain*
2. *Kaufmann*
3. *Kohout*
4. *Borrell + 1 Conventionnels*

Article I-5

1. *Hain*
2. *Lopes*
3. *Kohout*

Article I-6

1. *Brok*

Article I-7

1. *Demilrap*
2. *De Vries + 1 Conventionnel*
3. *Hain*
4. *Fini + 1 Conventionnel*
5. *Kaufmann*
6. *Kalniete*
7. *Hjelm-Wallén + 2 Conventionnels*
8. *Duff*
9. *Villepin*

Article I-8

1. *Borrell*
2. *Kohout*
3. *Kaufmann*

Article I-9

10. *Lopes ,Lobo Antunes*
11. *Bonde*
12. *Brok + 19 Conventionnels*
13. *Chabert + 5 Conventionnels*
14. *Duff + 4 Conventionnels*
15. *Costa + 3 Conventionnels*
16. *Teufel*

Article I-10

12. *Hain*
13. *Hjelm-Wallén + 2 Conventionnels*
14. *O’Sullivan et Ponzano*

Article I-11

1. *Hain*
2. *Lopes, Lobo Antunes*
3. *Chabert*
4. *Duff*
5. *Fischer*
6. *Tiilikainen*
7. *Villepin*

Article I-12

1. *MacCormick*
2. *Hain*
3. *Kaufmann*
4. *Azevedo + 3 Conventionnels*
5. *Fischer*
6. *Lamassoure*
7. *O'Sullivan et Ponzano*
8. *Teufel*
9. *Tiilikainen + 5 Conventionnels*
10. *Duff*
11. *Villepin*

Article I-13

1. *Giannakou*
2. *Dybkjaer*
3. *Pieters*
4. *de Vries, de Bruijn*
5. *Hain*
6. *Kaufmann*
7. *Maij-Weggen*
8. *Brok + 18 Conventionnels*
9. *Chabert*
10. *Costa + 2 Conventionnels*
11. *Duff*
12. *Fischer*
13. *Giannakou*
14. *Hjelm-Wallén + 2 Conventionnels*
15. *Tiilikainen + 5 Conventionnels*
16. *Wuermeling*
17. *Teufel*
18. *Borrell*

Article I-14

1. *Hain*
2. *de Vries, de Bruijn*
3. *Farnleitner*
4. *Borrell + 2 Conventionnels*
5. *Duff + 3 Conventionnels*
6. *Fischer*
7. *Hjelm-Wallén + 2 Conventionnels*
8. *Lennmarker*
9. *Teufel*
10. *Tiilikainen + 5 Conventionnels*
11. *Wuermeling*
12. *Borrell*
13. *Villepin*

Article I-15

1. *Hain*

Article I-16

1. *de Rossa*
2. *Cisneros*
3. *de Vries, de Bruijn*
4. *Hain*
5. *Lopes et Lobo Antunes*
6. *Giannakou*
7. *Michel + 4 Conventionnels*
8. *Palacio*
9. *Tiilikainen et 5 Conventionnels*
10. *Teufel*
11. *De Villepin*
12. *Borrell + 2 Conventionnels*
13. *Hübner*

Article I-17

1. *de Vries, de Bruijn*
2. *Farnleitner*
3. *Hain*
4. *Lopes, Lobo Antunes*
5. *Wuermeling*
6. *Costa + 3 Conventionnels*
7. *Chabert + 5 Conventionnels*
8. *Michel + 4 Conventionnels*
9. *Teufel*
10. *Villepin*

Article I-32

1. *Kaufmann*
2. *Kohout*
3. *Farnleitner*
4. *Hain*
5. *Barnier, + 3 Conventionnels*
6. *Lopes, Lobo Antunes*

Article I-33

7. *Michel, Di Rupo, Van Lancker, Chevalier, Nagy*
8. *Hain*
9. *Kaufmann*
10. *Borrell, Carnero, Lopez Garrido*

Article I-34

11. *Duff, Dini, Helminger, Lang, MacLennan*

Article I-35

- 12. *Wuermeling*
- 13. *Teufel*
- 14. *Hjelm-Wallen, Petersson, Lekberg*
- 15. *Lopes, Lobo Antunes*
- 16. *Fischer*
- 17. *Duff, Dini, Helminger, Lang, Rupel, MacLennan*
- 18. *De Vries, De Bruijn*
- 19. *Tiilikainen, Peltomäki, Kiljunen, Vilén, Takkula, Helle*
- 20. *Hain*
- 21. *Kaufmann*
- 31. *de Villepin*

Article I-36

- 22. *Kaufmann*
- 23. *Wuermeling*
- 24. *Barnier, Vitorino, O'sullivan, Ponzano*
- 25. *Fischer*
- 26. *Hain*
- 27. *Duff, Dini, Helminger, Lang, MacLennan*
- 28. *Hjelm-Wallen, Petersson, Lekberg*

Article I-37

- 29. *Duff, Dini, Helminger, Lang, MacLennan*
- 30. *Hjelm-Wallen, Petersson, Lekberg*

Article I-39

1. *Hain*
2. *Kaufmann*
3. *Lopes + 1 Conventionnel*
4. *Farnleitner*
5. *Lennmaker*
6. *Fischer*
7. *Duff + 4 Conventionnels*
8. *Dini*
9. *Azevedo + 3 Conventionnels*
10. *Tiilikainen + 5 Conventionnels*
11. *Villepin*

Article I-40

1. *De Vries*
2. *Demilrap*
3. *Hain*
4. *Kaufmann*
5. *Lopes + 1 conventionnels*
6. *Muscardini*
7. *Farnleitner*
8. *Hololei*
9. *Kohout*
10. *Kalniet*
11. *Hjelm Wallén + 2 Conventionnels*
12. *Fischer*
13. *Azevedo*
14. *Tiilikainen*

Article I-41

1. *Chabert + 4 Conventionnels*
2. *Villepin*
3. *Kohout*
4. *Tiilikainen + 5 Conventionnels*

Article I-42

1. *De Vries*
2. *Kaufmann*
3. *Hjelm-Wallén + 2 Conventionnels*
4. *Villepin*

Article I-43

1. *Péter, Balázs*
2. *de Villepin*
3. *Duff, Gricius, Rupel, Lord MacLennan of Rogart, Lichtenberger*
4. *Fischer*
5. *Michel, di Rupo, Van Lancker, Chevalier, Nagy*
6. *Queiró*
7. *Roche*
8. *Berès, Duhamel, Fayot*
9. *Haenel*
10. *Lopes, Nazaré Pereira, Lobo Antunes*
11. *Balázs*
12. *Kalniete*
13. *Kaufmann*
14. *Kiljunen*
15. *Hain*
16. *Frendo*
17. *Kohout*
18. *Fischer*
19. *Duff*
20. *Michel*
21. *de villepin*

22. *Hubner*

Article I-44

1. *Ms. Kaufmann*
2. *Mr. Rupel and Mr. Lenarčič*
3. *Ms. Tiilikainen, Mr. Peltomämi, Mr. Kiljunen, Mr. Vilén, Mr. Takkula, Mr. Helle*
4. *Mr. Duff, Mr. Dini, Mr. Helminger, Mr. Lang, Lord MacLennan.*

Article I-45

1. *Ms. Kaufmann*
2. *Mr. Lopes and Mr. Lobo Antunes*
3. *Mr. Chabert, Mr. Dammeyer, Mr. Dewael, Ms. du Granrut, Mr. Martini, Mr. Valcarcel Siso*

Article I-46

1. *Mr. De Rossa*
2. *Mr. Hain*
3. *Ms. Kaufmann*
4. *Ms. Palacio*
5. *Mr. Hololei*

Article I-47

1. *Mr. Gabaglio*
2. *Mr. Katiforis*

Article I-49

1. *Ms. Kaufmann*
2. *Mr. Lennmarker*
3. *Mr. Lopes and Mr. Lobo Antunes*
4. *Mr. Pieters, Mr. Lamassoure and Mr. McCormick (refers to proposal for a new article)*
5. *Mr. Bonde*
6. *Ms. Hjelm-Wallén, Mr. Petersson, Mr. Lekberg, Mr. Lennmarker*
7. *Mr. Duff, Mr. Dini, Mr. Helminger, Mr. Lang, Mr. Rupel and Lord MacLennan*

Article I-50

1. *Mr. Hain*
2. *Ms. Kaufmann*
3. *Mr. Duff, Mr. Dini, Mr. Helminger, Mr. Lang and Lord MacLennan*
4. *Mr. Teufel*

Article I-51

1. *Mr. Demiralp*
2. *Ms. Kaufmann*
3. *Mr. Lekberg*
4. *Mr. Bonde*
5. *Mr. Duff, Mr. Helminger, Mr. Lang and Lord MacLennan*
6. *Mr. Michel, Mr. di Rupo, Ms. van Lancker, Mr. Chevalier, Ms. Nagy*

Article I-X

1. *Mr. de Vries and Mr. de Bruijn*
2. *Mr. Demiralp*
3. *Mr. Lopes and Mr. Lobo Antunes*
4. *Ms. Hjelm-Wallén, Mr. Petersson and Mr. Lekberg*
5. *Mr. Kohout*

Proposed new article

1. *Mr. Lamassoure*
2. *Mr. Teufel*

Article I-52

1. *Hain*
2. *Farnleitner*
3. *Tiilikainen, Peltomäki, Kiljunen, Vilén, Takkula, Helle*

Article I-53

4. *De Vries, De Bruijn*
5. *Teufel*
6. *Hain*
7. *Tiilikainen, Peltomäki, Kiljunen, Vilén, Takkula, Helle*
8. *Hjelm-Wallén, Petersson, Lekberg*
9. *Michel, Di Rupo, Van Lancker, Pierre Chevalier, Nagy*
10. *Fini, Speroni*
11. *Lopes, Lobo Antunes*
12. *Wuermeling*
13. *Farnleitner*
14. *Beres, Duhamel*

Article I-54

15. *Tiilikainen, Peltomäki, Takkula, Helle*
16. *Lopes, Lobo Antunes*
17. *Balázs*
18. *Gottfried*
19. *Lennmarker*
20. *De Vries, De Bruijn*
21. *Hain*
22. *Hjelm-Wallén, Petersson, Lekberg*
23. *Berès, Duhamel*
24. *Palacio*
27. *Teufel*

Article I-55

25. *Balázs*
26. *Gottfried*

Article I-56

1. *Lopes + 1 Conventionnel*
2. *Chabert + 5 Conventionnels*
3. *Barnier + 3 Conventionnels*
4. *Duff + 4 Conventionnels*
5. *Tiilikainen + 5 Conventionnels*

Article I-57

1. *Balázs*
2. *Demilrap*
3. *Lamassoure*
4. *Lopes et Lobo Antunes*

Article I-58

1. Kaufmann
2. Michel + 4 Conventionnels
3. Hübner

Article I-59

1. De Vries et de Bruijn
2. Farnleitner
3. Kaufmann
4. Lopes et Lobo Antunes
5. Brok + 19 Conventionnels
6. Michel + 4 Conventionnels
7. Duff + 4 Conventionnels
8. Villepin

Draft Protocol on the role of national parliaments in the European Union

1. Mr. Chabert + 5 Conventionnels
2. Mr. Chabert + 5 Conventionnels
3. Mr. Chabert + 5 Conventionnels
4. Mr. Chabert + 5 Conventionnels
5. Mr. Chabert + 5 Conventionnels
6. Mr. Pieters
7. Mr. Michel + 4 Conventionnels
8. Ms. Azevedo + 3 Conventionnels

Projet de Protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité

1. *Pieters*
 2. *Palacio*
 3. *Lekberg*
 4. *Lopes, Lobo Antunes*
 5. *de Vries, de Bruijn*
 6. *Wuermeling*
 7. *Chabert*
 8. *Barnier, Vitorino, O'Sullivan, Ponzano*
 9. *Hjelm-Wallén, Petersson*
 10. *O'Sullivan, Ponzano*
 11. *Michel, di Rupo, Van Lancker, Chevalier, Nagy*
 12. *Teufel*
- Tiilikainen, Peltomäki, Kiljunen, Vilén, Takkula, Helle*
-